

Pas d'amalgame!



CHRONIQUE

Albrecht Sonntag

*Enseignant-chercheur,
ESSCA Ecole de management*

Pas de chants racistes cette année lors du PSG-Chelsea annuel, ni dans le métro ni au Parc des Princes. Pas de cris de singe non plus, comme ceux qu'on vient d'entendre à nouveau dans les tribunes de la Lazio. Tant mieux. N'empêche que les discriminations verbales – qu'elles soient racistes, homophobes, antisémites ou sexistes – continuent à surgir à intervalles réguliers à l'intérieur et autour des stades européens. Et jusque dans les vidéos selfies,

puisque le comique Serge Aurier n'a pas trouvé mieux que d'avoir recours au vocabulaire homophobe de base pour divertir la France pendant toute une semaine.

Éliminer le racisme et la discrimination du football, cela devrait être simple, vu que tout le monde est pour. Les joueurs, les clubs, les fédérations, les médias, les associations antiracistes, les pouvoirs publics. Dans l'indignation, il y a une belle unanimité. Mais là où les opinions et les pratiques divergent, c'est dans le choix de la sanction appropriée. Les racistes britanniques du métro parisien ont été identifiés et jugés individuellement par la cour des magistrats de Stratford (East London). Ils ne retourneront pas au stade de sitôt. Les racistes italiens, eux, courent dans la nature. Par contre, tous les supporters romains qui n'avaient commis aucun délit – c'est-à-dire la grande majorité – sont bien punis, eux, puisque la commission de discipline du championnat italien a condamné la Lazio à deux matchs à huis clos partiel.

Changement de cap radical

La sanction collective, c'est une mauvaise blague. Elle est incompatible avec les principes de l'État de droit, elle est éthiquement discutable et, surtout, elle est parfaitement inefficace, voire contre-productive. C'est une injustice criante que récusent déjà les tout-petits de manière intuitive: comme le confirmerait volontiers chaque instituteur

du monde, punir le groupe pour la faute de quelques-uns, c'est le meilleur moyen de se rendre impopulaire.

Et pourtant, dans le football, cela reste une pratique courante. La championne toutes catégories de la sanction collective est l'UEFA. Mue par l'intention sincère d'appliquer une politique de «tolérance zéro», elle ordonne les matchs à huis clos à tout-va. Le seul résultat tangible de cette stratégie aveugle est l'aliénation et le découragement de tous ces fans, militants antiracistes ou simples supporters indignés, qui sont les alliés les plus fiables et les plus efficaces dans la lutte antidiscriminatoire.

Une lettre ouverte adressée cette semaine au comité exécutif de l'UEFA par un groupement impressionnant de supporters, rassemblés par Football Supporters Europe (FSE) et représentant environ 100 000 fans organisés de 18 pays différents, rappelle cette vérité et demande un changement de cap radical. Ses signataires rejoignent ainsi les conclusions d'un récent rapport sur le racisme et la discrimination dans le football commandité par l'Unesco et cosigné par l'auteur de ces lignes.

A une époque où l'on nous enjoint en permanence de ne surtout pas «faire l'amalgame» entre quelques individus et le collectif dont ils se réclament ou auquel ils sont spontanément associés, il est curieux de voir que, dans le football, l'amalgame continue à être pratiqué sans retenue. Cela ne peut pas durer. ■